

N°671

du 07
JANVIER
2014



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

Editorial

Par Koffi
SOUZA

Les impasses centrafricaines

La situation humanitaire en Centrafrique se dégrade. L'autorisation donnée par l'ONU à la France d'épauler la force africaine -la Misca- n'a qu'une valeur provisoire et il appartient au secrétaire général de l'ONU de proposer au conseil de sécurité une transformation de cette action en opération onusienne de maintien de la paix. Mais les intérêts sont en ce domaine divergents.

La France ne souhaite pas s'engager dans le long terme. Conformément à sa doctrine, la France préfère que le poids de l'intervention soit supporté par l'ONU. Prête à intervenir en urgence, elle ne veut pas se laisser aspirer dans une sorte de gouvernement de la Centrafrique.

Mais l'Union africaine ne veut pas pour l'instant se laisser déposséder de la mission de maintien de la paix qu'elle assume principalement avec le concours du Tchad. Les ambitions au leadership de ce pays incitent l'UA à retarder le principe d'une intervention onusienne.

Il reste cependant à l'organisation d'Addis Abeba de faire la preuve de son efficacité sur le terrain...

Dans ces conditions la France est retenue par la main en Centrafrique et risque de voir entraînée malgré elle à alourdir le poids de son intervention.

La situation est d'autant plus délicate que l'intervention française applaudie à ses débuts est à présent contestée par une partie de la population.

S'engager était pour la France une option nécessaire.

Se dégager sera une opération autrement plus complexe.

P.3 Au Développement à la base, on est pressé

Le Fonds pour la finance inclusive boucle le recrutement de ses cadres ce 08 janvier

P.4 Campagne agricole 2013-2014 dans l'Union
Les craintes d'une cherté des céréales locales



Victoire Tomégah-Dogbé, Ministre du Développement à la base

P.7 Sexualité
L'attrait croissant de la prostitution masculine

P.3 En si bon chemin, confirmé par l'Autorité
Le projet d'énergie éolienne pour Lomé manque de vent

P.4 Jadis porte-étendard du secteur hôtelier national
L'hôtel 2 Février, aujourd'hui "un cas spécial", selon le Gouvernement togolais



paie pour moi de moov
Quand je téléphone à ma fille,
c'est elle qui paie l'appel.

je tape : ***112***numéro de l'abonné#



groupe
etisalat

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)



PA-LUNION

www.pa-lunion.com



Au Développement à la base, on est pressé

Le Fonds pour la finance inclusive boucle ce 08 janvier le recrutement de ses cadres

Late Pater

Aussitôt créé, le Fonds national pour la finance inclusive (Fnfi) veut se donner les moyens humains à sa mission bouclant demain 9 janvier 2014 le recrutement de trois hauts cadres aux postes respectifs de directeur administratif et financier, de directeur du suivi et du contrôle et de directeur des opérations et du partenariat. Pour être recruté au premier poste, il faut une bonne dose de Bac+5 en finance, comptabilité, gestion, et au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans la microfinance ou établissements financiers. Il aura pour charge de préparer le plan d'action conformément aux choix stratégiques du Conseil d'administration et de la direction générale, d'élaborer des plans de financement et du budget du Fonds répondant aux besoins des divers financements externes. Il devra mettre en œuvre la politique financière avec un souci d'optimisation des moyens financiers, garantir le bon



Victoire Tomégah-Dogbé, Ministre du Développement à la base

fonctionnement du système d'information de gestion et de comptabilité, ainsi que la production régulière d'états financiers et comptables conformes aux normes et à la réglementation de l'activité.

Le directeur du suivi et du contrôle n'échappe pas au Bac +

5, mais en audit et contrôle de gestion, finance, management, économie, statistique ou tout autre domaine pertinent. A cela doit s'ajouter une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en suivi, contrôle ou audit des institutions financières ou

microfinancières. Une connaissance de la finance inclusive pourra être un atout. La mission qui sera la sienne est de veiller au respect des procédures et de la conformité des dossiers de crédits octroyés aux bénéficiaires par rapport aux normes et exigences du fonds, ou de suivre l'exécution du budget et d'évaluer l'efficacité des interventions auprès des bénéficiaires, de produire et suivre les statistiques et indicateurs de performance du Fonds. Ou encore d'évaluer l'efficacité des interventions du Fonds auprès des bénéficiaires.

Le niveau d'étude est le même pour le directeur des opérations et du partenariat. Bac + 5 en agroéconomie/économie/gestion ou d'un diplôme équivalent dans un domaine pertinent, avec au moins 5 ans d'expérience professionnelle à titre d'évaluateur ou de gestionnaire de portefeuille crédit dans une institution financière ou microfinancière. Tout comme une bonne maîtrise des questions de développement à la base et de la microfinance pour avoir exercé

dans ces environnements. A charge pour lui d'élaborer et mettre en œuvre le plan d'actions annuel à partir du Schéma directeur du Fonds et y apporter les objectifs opérationnels spécifiques, les cibles envisagées pour la période et les produits spécifiques souhaités ; à charge pour lui de superviser les évaluations institutionnelles des Prestataires de service financier (PSF), de suivre les partenaires entre les banques et les systèmes financiers décentralisés, de mettre à jour les outils et critères de sélection et participer à la sélection des partenaires du Fonds ainsi qu'à la sélection des PSF partenaires.

Créé par le gouvernement togolais, le FNFI est un outil financier destiné à accompagner les efforts d'inclusion financière de l'Etat au profit des couches vulnérables. Il est apparu, au conseil des ministres le 27 novembre dernier, que le secteur de la microfinance, qui s'est révélé comme une alternative crédible de financement des activités de lutte contre la pauvreté, est confronté à des difficultés récurrentes et n'a pas permis de répondre entièrement aux besoins particuliers des couches les plus vulnérables de la société. Entre plusieurs maux, on

cite le faible accès aux ressources financières adaptées aux spécificités des besoins des pauvres, des ruraux, des jeunes et des femmes ; l'absence de mécanismes d'accompagnement en termes de véritable promotion, de renforcement des capacités et d'appuis divers ; et l'absence de mécanismes de sécurisation pour la gestion de nombreux risques auxquels font face les institutions de microfinance. D'où l'idée d'opter pour un système de microfinance inclusive qui, dit-on, a fait ses preuves au Bénin voisin ou au Sénégal.

Officiellement, le Fonds interviendra essentiellement à travers des appuis institutionnels aux structures de microfinance et aux populations cibles. Les appuis envisagés se feront sous forme de refinancement et de mise en place de lignes de crédit ciblant spécifiquement les couches les plus démunies. Le Fonds permettra également de mieux sécuriser les ressources disponibles et d'assurer un meilleur accompagnement des populations vulnérables grâce à de nouveaux produits adaptés à leur situation et à leurs besoins particuliers.

En si bon chemin, confirmé par l'Autorité

Le projet d'énergie éolienne pour Lomé manque de vent

Pas plus tard qu'en septembre dernier, au ministère de l'Energie et des mines, on citait encore officiellement le projet de construction d'une centrale éolienne de 24 Mégawatts (MW) dans la zone portuaire pour l'alimentation de la ville de Lomé à partir de 2014. Auparavant, sur plusieurs demandes d'autorisation d'installation de promoteurs privés reçues à ce ministère, celle de Delta Wind Togo SA-CA a été approuvée. Bien entendu, après des résultats de près de 12 mois de mesure du vent effectuée dans la zone portuaire à Lomé. Elle faisait suite à un avis d'appel d'offres en date du 28 mai 2009 sur un parc éolien de puissance comprise entre 10 et 25 MW dans le cadre d'une production indépendante d'électricité à Lomé.

Fin décembre, à la Commission des finances de l'Assemblée nationale, au cours de l'examen du projet de loi de finances gestion 2014, le dossier a évolué, et il a été signifié aux députés que, sur la base de résultats d'études, «*le Togo n'a pas beaucoup de vent pour l'éolienne et les investissements sont lourds pour l'énergie solaire*». Et qu'il serait «*donc nécessaire de trouver d'autres sources d'énergie alternatives*». Lesquelles ? En clair, s'il faut s'en tenir au coût évoqué, le projet de construction de centrales solaires pilotes de 5 MW au Togo brandi au ministère de l'Energie pour les prochaines années est déjà rangé dans les placards.

Qu'est-il arrivé ? Qui de l'autorité et Delta Wind Togo SA a finalement chassé le vent du Togo, peut-on se demander ? Sur une période concédée de 22 ans, Delta Wind Togo se proposait d'installer un parc éolien composé de 24 turbines

aérogénérateurs de puissance 24 MW au total, installées sur une surface d'environ 40 kilomètres carrés. Le site identifié était la zone marécageuse de Kagomé, à la périphérie Est de la capitale, situé dans les marécages le long du fleuve Zio de Kagomé à Abobo. Les 40 kilomètres carrés de terrains à affecter à la centrale seront acquis par achat par le concessionnaire

(CEB) qui pourra se situer entre 75 et 100 francs Cfa.

En dehors du concédant – qui est l'Etat togolais –, Delta Wind Togo, une société anonyme de droit togolais, pouvait signer librement, et à tout moment de l'année, des contrats d'achat/vente d'énergie électrique avec d'autres clients. A condition de recueillir l'accord préalable du concédant.



Noupokou Dammipi, Ministre de l'Energie

lui-même ou, si nécessaire, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique. Avec les indemnités d'expropriation à la charge du concessionnaire. Dans son offre, la société Delta Wind Togo proposait pour son contrat d'achat un prix de vente de base de l'énergie électrique à la Communauté électrique du Bénin

Dans le cadre de la concession, la société devrait payer à l'Etat togolais une redevance de concession hors taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et une redevance à l'Autorité de réglementation.

Le Togo, dont l'approvisionnement en énergie électrique est principalement basé sur les importations en provenance

des pays voisins, notamment le Ghana et la Côte d'Ivoire, veut pouvoir assurer son autonomie, avec le lancement, le 15 octobre 2010, d'une centrale électrique thermique d'une capacité de 100 Méga construite par la société américaine Contour Global. Mais, à défaut du gaz du Nigeria, cette structure est devenue un casse-tête pour le Togo. Dans une rubrique de la Loi de finances 2014 intitulée «*Appui au secteur énergétique*», les élus du peuple ont réussi à se faire informer que les 3,000 milliards de francs qui y sont inscrits servent en fait de subvention pour l'achat du fuel à Contour Global. Drôle de subvention, déclare-t-on.

A long terme, l'objectif des autorités est de porter la capacité de génération de l'électricité de 161 MW en 2010 à au moins 300 MW en 2015 et à 500 MW en 2020. Le gouvernement compte à cet effet mettre en œuvre plusieurs projets d'électrification pour alimenter plus de 50.000 nouveaux clients d'ici 2015, et sécuriser l'approvisionnement par l'augmentation de la capacité de production et de transport d'électricité. Il compte encore mobiliser plus de 90 milliards de francs. Entre autres projets, il est cité la construction du barrage hydroélectrique d'Adjarala d'une puissance de 147 MW avec un productible de 366 GWh par an, ou la réhabilitation du barrage de Nangbéto (65 MW), ou encore l'introduction par voie de concurrence internationale de concession aux producteurs indépendants pour une puissance minimale garantie de 50 à 100 MW.

Arts plastique

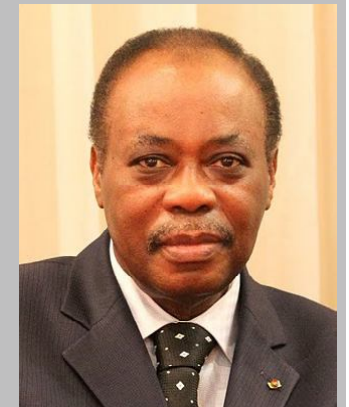
Edem Kodjo expose sa collection privée au CETEF, du 10 au 24 janvier

Ce sera la première sensation artistique de l'année, le premier événement culturel. Ça va faire jaser. Plus de 80 pièces de la collection des œuvres d'arts plastiques d'Edem Kodjo seront exposées du 10 au 24 janvier prochain au Centre togolais des expositions et foires de Lomé (CETEF-Togo 2000).

La collection Edem KODJO regroupe plusieurs centaines d'objets d'art. Elle est composée de peintures, sculptures, dessins, gravures, lithographies, d'artisanat. Il s'agit d'œuvres d'arts d'artistes togolais parmi les plus célèbres (Paul Ahyi, Kossi Assou, Cham, etc). L'exposition est dénommée à juste titre «*L'intime*».

Difficile de savoir quelle mouche a piqué l'ancien Premier ministre pour mettre ses œuvres sous le regard du public. Mais avoir consenti à Kossi Assou, commissaire de l'exposition et artiste togolais le plus brillant sur la scène, de faire cette démarche dans un pays où la bourgeoisie- et les politiques riches - est quelque peu frileuse sur son intimité, l'ancien Secrétaire général vient tout bonnement de mettre le pied dans le plat en commettant cette première : inviter le public à poser son regard sur des possessions d'un homme d'Etat.

Les plus avisés le remarqueront bien assez tôt : l'exposition est partie



Edem Kodjo

d'ailleurs d'une intention des Lumières, d'une idée généreuse, celle du «*désir de partager*» le savoir, la connaissance, tout ça dans un pays où l'on est volontiers cachottier. Une telle entreprise ne peut évacuer la part subjective qui la guide, car exposer ses œuvres c'est s'exposer, laisser découvrir son intimité, elle ne peut non plus occulter la part assez objective quant aux réflexions sur notre société.

Edem Kodjo, qu'on l'aime ou le haïsse allègrement, montre encore sa patte d'homme de culture dans un Togo à la croisée des chemins. Il vient aussi de donner un énorme coup de pousse aux plasticiens togolais en montrant l'importance de leur discipline. Il faudrait espérer que d'autres collectionneurs privés se mettent à la suite de M. Kodjo et que l'Etat du Togo daigne acheter les œuvres de nos artistes.

Pour le financement des investissements en 2013

Le Togo et les pays de l'Uemoa ont bouclé plus de 2 000 milliards Cfa

Jean Afolabi

A peine l'année 2014 entamée que le Trésor public du Sénégal fait lancer un avis d'appel d'offres d'émission, valeur 8 janvier, de bons pour 20,000 milliards de francs Cfa pour une durée d'un an, donnant ainsi le ton à la foule d'émissions qui devraient animer le marché régional cette année, tant les besoins de financement des investissements vont croissants. Pour 2013, les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) ont bouclé un total de 2 053 milliards de francs faits de bons de trésor et d'obligations, dont 201,811 milliards pour l'Etat du Togo.

Bien plus que tout autre pays, l'Etat de la Côte d'Ivoire a sollicité 765,612 milliards du marché régional. Il est suivi par le Sénégal pour 381,554

milliards. Et des Trésors publics du Bénin et du Mali respectivement pour 247,100 milliards et 238,832 milliards.

Pour refinancer sa dette publique, le gouvernement du Togo a fait le choix formel de recourir au marché financier régional jusqu'à hauteur de 40 pour cent au titre du budget 2014. Les instruments envisagés pour la mobilisation des ressources sur le marché domestique sont ceux ayant des échéances comprises entre deux et sept ans. L'idée principale est de parvenir à allonger de manière progressive les maturités pour réduire les risques de refinancement qui portent sur la dette intérieure dans sa composition actuelle. Pour le financement de ses investissements, le gouvernement a eu recours à six émissions d'obligations sur le marché financier

régional pour un montant cumulé de 181,38 milliards depuis 2006.

Pour le Togo, ou le Sénégal ou comme pour tous les autres pays membres de l'Union, il est attendu un programme formel d'émissions de titres publics à communiquer à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), l'institut commun d'émission.

Il ressort finalement de l'examen et de l'analyse des coûts et des risques que la stratégie qui consiste à recourir au marché financier régional à hauteur de 40 pour cent du besoin de financement de l'Etat au titre du budget 2014 se révèle la meilleure. Et ce, dans le cadre d'un programme formel d'émissions de titres publics préalablement communiqué à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao).

Ce qui produit le faible taux de consommation de crédits d'investissements

L'incapacité de l'Administration à réaliser à temps des études de faisabilité des projets

A la fin du troisième trimestre 2013, le constat est encore fait officiellement que les investissements ont connu une baisse de 120,5 milliards de francs Cfa, sur un budget général initial de 786,4 milliards de francs Cfa de dépenses, ramenés à 694,02 milliards de francs Cfa par le budget rectificatif. Les dépenses d'investissement s'élevant à 100,6 milliards de francs Cfa pour un montant annuel de 230,4 milliards de francs Cfa prévus. De quoi mieux apprécier pourquoi les efforts faits ne produisent pas les effets économiques et financiers attendus. Beaucoup s'en plaignent, y compris surtout les bailleurs de fonds, vu la récurrence du problème. A trois mois de la fin 2013, les dépenses d'investissement ordonnancées sur ressources externes (emprunts et dons liés aux projets) se chiffrent à 44,4 milliards de francs Cfa pour une prévision au titre du collectif budgétaire de 151,5 milliards de francs Cfa, soit un taux d'exécution de 29,3%.

Alors, quel levier actionner pour sauver le pays et éviter de reprendre le refrain à chaque exercice budgétaire ? Du côté du Gouvernement, on semble se résigner à ruminer les causes.

«*Nombreux sont les efforts de formation qui ont été faits, mais des problèmes persistent. En effet, les procédures de passation des marchés publics sont généralement longues et complexes. Une autre faiblesse consiste en l'incapacité de nos administrations à réaliser à temps des études de faisabilité des projets d'investissement. Cet état de choses pénalise la consommation, dans les délais, des crédits d'investissement*», dit-on. Et dire que, pourtant, le Code des marchés publics est adopté depuis 2009. Quid des contorsions volontairement créées pour éviter de respecter les procédures établies par le Code ? Le malaise naît du désir de certaines personnes responsables des marchés dans les ministères et institutions à attribuer les marchés à celui qui ne remplit pas les critères. Il faut lire certaines décisions du Comité de règlement des différends et interroger des responsables de l'ARMP pour s'en convaincre. Aussi doit-on se demander pourquoi les taux de consommation sont bien acceptables dans d'autres pays voisins, alors que les procédures sont aujourd'hui communautaires ?

Qu'à cela ne tienne, le pouvoir de Lomé parle d'une «*réflexion en cours au niveau communautaire afin d'améliorer les procédures de passation de marchés*».

Décidément, les causes se multiplient au Togo. Au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, on explique que la situation est due à l'absence d'agents affectés exclusivement aux tâches de passation des marchés publics et à leur motivation. A un niveau plus global, pour l'année budgétaire 2014, une provision d'un milliard de francs Cfa pour des études des projets est logée au ministère de l'Economie et des finances.

Quoiqu'on dise, le mal reste inquiétant dans la mesure où des documents de projets, de programmes et de politiques nationales sont pondus, sans une étude préalable sur telle ou telle activité à réaliser. Et on s'en rend compte, après, que la base est faussée. Deux attitudes sont adoptées : soit on fonce et la solution apportée n'épouse pas le besoin réel du moment ; soit l'activité n'est pas exécutée et le crédit n'est nullement consommé. A la fin du trimestre ou de l'année, on constate.

Campagne agricole 2013-2014 dans l'Union

Les craintes d'une cherté des céréales locales

La production céréalière dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) est ressortie en hausse de 24,8% au cours de la campagne 2012/2013. En raison du démarrage tardif de la saison des pluies en 2013 et des inondations enregistrées dans certains Etats, notamment au Bénin, au Mali et au Niger, la production céréalière de la campagne 2013/2014 pourrait ressortir en dessous du niveau de la campagne précédente. En effet, les premières projections du CILSS – le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse – tablent sur une évolution de la production céréalière dans les pays de l'Union comprise entre -7% et +3%. Ainsi, une hausse des prix des céréales locales par rapport aux niveaux atteints en 2013 est attendue en 2014, indique la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) dans un rapport trimestriel.

La campagne agricole 2013/2014 a été marquée par une installation tardive des pluies et une pluviométrie faible et irrégulière de mai 2013 à mi-juillet 2013. Une reprise significative de la



pluviométrie a été observée à partir de mi-juillet 2013 et s'est intensifiée au cours du mois d'août 2013. Globalement, les pluies recueillies ont été assez bien réparties dans le temps et dans l'espace depuis le mois d'août 2013. Des inondations ont été provoquées essentiellement par les débordements des eaux du fleuve Niger et pourraient entraîner une baisse des rendements de riz, notamment au Mali et au Niger.

L'évolution annuelle de la production céréalière de la campagne 2013/2014 pour l'ensemble des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest serait comprise

entre -3,0% et +7,0% par rapport à la campagne 2012/2013. Pour l'UEMOA, la variation annuelle de la production céréalière 2013/2014 se situerait entre -7,0% et +3,0% par rapport à la campagne précédente.

La production industrielle et les activités commerciales devraient répartir à la suite des récoltes agricoles. Sur la base des données disponibles, les coûts des facteurs de production, notamment les coûts salariaux et l'énergie apparaissent stables, selon l'opinion des chefs d'entreprise.

Jadis porte-étendard du secteur hôtelier national

L'hôtel 2 Février, aujourd'hui "un cas spécial", selon le Gouvernement togolais

Interrogé par les députés sur la situation actuelle de l'hôtel de la Paix, le Gouvernement togolais répond que ce qui fut l'un des fleurons des édifices de la capitale figure dans le portefeuille de privatisation ; des repreneurs potentiels sont recherchés. Il s'agit là d'un rétropédalage autour duquel l'Autorité ne veut point communiquer. Tenez ! Courant 2007, un avis d'appel d'offres du ministre de l'Economie et des finances, Adjia Ayassor, annonçait que, dans le cadre du désengagement de l'Etat des secteurs de productions et de services, l'hôtel de la Paix – aujourd'hui bâtiment fantôme situé en bord de mer – était mis en bail. Tout comme l'hôtel 30 Août de Kpalimé, le Roc Hôtel d'Atakpamé, l'hôtel Central de Sokodé et l'hôtel Kara de Kara. Dans la foulée, un décret sorti du conseil des ministres autorisait la cession de l'hôtel à la société Matrix Financial Ingéniering. Celle-ci se proposa de le racheter avec le fonds de terre, de le démolir et de rebâtir un nouvel hôtel dénommé «Phenix Hôtel» comprenant 230 chambres et 60 suites. Le projet devrait être réalisé dans un délai de deux ans et demi, précisait le communiqué officiel. Depuis, nenni ! Et les anciens employés souffrent.

«*Quant à l'hôtel 2 Février, il constitue un cas spécial car déjà cédé à un consortium libyen qui*

tarde à remplir son cahier de charges ; ce qui conduit l'Etat à envisager la reprise de l'hôtel», signale-t-on dans les discussions qui ont eu lieu en commission des finances à l'occasion de l'étude du budget 2014. Encore qu'une autre gymnastique devra se faire : cet autre joyau d'antan a été cédé aux libyens, et il va falloir trouver plus d'argent pour négocier, racheter et ramener l'hôtel dans le patrimoine national. On s'imagine que le coût de rachat va être corsé. Mais n'y a-t-il d'autres clauses ou arrangements qui peuvent compliquer la nouvelle démarche du Togo et alourdir l'ardoise financière à supporter ? Il se souvient que, en 2013, des émissaires libyens ont séjourné pour discuter du sujet, entre autres. En réalité, mis en gage à l'époque, cet ex-fleuron de l'industrie hôtelière togolais n'a pas pu survivre après le 36^{ème} sommet de l'OUA de juillet 2000 à Lomé.

Fermé pour rénovation depuis de longues années et situé à proximité de la place de l'indépendance, l'hôtel 2 février est l'un des monuments emblématiques de la capitale togolaise. Culminant à 102 mètres, il est le plus haut immeuble du pays. Ouvert au mois de juin 1980, il doit son nom à la nationalisation des mines de phosphate par feu Gnassingbé

Eyadéma le 2 février 1974. Depuis le 8 mai 2002, l'hôtel est cédé à la chaîne *Corinthia Hotels International*, par décret adopté en conseil des ministres, à la suite de l'accord de financement entre le Togo et la société Arabe Libyenne des Investissements Africains (LAAICO).

Fréquenté principalement par des hommes d'affaires, par des diplomates ou par des personnalités politiques, il est formé d'une impressionnante tour de béton de 36 étages dominant le quartier administratif et financier de Lomé. Divisé en 368 chambres, dont 52 suites présidentielles et autant de suites ministérielles, il accueille également trois restaurants, un night-club, un bar, ainsi que plusieurs infrastructures sportives (tennis, golf et piscine). Neuf salles de réception et des salons de réunion servent à des congrès et des séminaires. Un centre d'affaires, une salle de conférence et un studio de télévision sont aménagés aux étages inférieurs de l'hôtel. Le chantier de l'hôtel fut l'un des plus coûteux réalisés sous la présidence de Gnassingbé Eyadéma (environ 35 milliards de francs Cfa). Bien qu'ayant abrité plusieurs sommets internationaux ou panafricains, son chiffre d'affaires resta longtemps inférieur aux coûts nécessaires à son entretien. Ce qui détermina sa session au groupe *Corinthia Hotels International* en mai 2002.

Au Ghana

Les pêcheurs disposent désormais d'une assurance-vie

Le Ghana a entrepris des procédures pour mettre en place un programme d'assurance-vie destiné aux pêcheurs afin de les protéger des catastrophes. Le ministre de la Pêche et du développement de l'aquaculture, Nayan Bilijo, cité par Chine nouvelle, a déclaré à la mi-décembre lors d'une conférence de presse que ce programme

transférerait sur le secteur public la charge des dommages subis sur les outils de travail en versant une indemnisation en cas d'accident. En application de ce programme, les pêcheurs percevront un versement d'indemnités en cas de décès, d'invalidité ou de destruction de leur outil de travail lors de catastrophes.

Le ministère a entrepris, avec l'approbation de l'Autorité de gestion

des fonds publics (PPA), une procédure d'obtention de crédits pour faire appel à une compagnie d'assurance dans le but de mettre en place le programme d'assurance désiré au bénéfice des pêcheurs. Une version pilote de ce programme doit être mise en place au premier trimestre 2014, rapporte Chine nouvelle.

FOOTBALL/

Anges FC recrute l'entraîneur belge Jean-François Losciuto

Engagé dans les préliminaires de la Ligue africaine des Champions 2014, Anges FC de Notsè, champion du Togo, saison 2012-2013, vient de s'attacher les services du belge Jean-François Losciuto pour un contrat de six mois.

" Nous avons engagé Jean-François Losciuto pour nous accompagner dans notre campagne africaine qui commence au mois de février avec un déplacement à Aba Chez Enyimba ", nous a confié Christ Dahey, un responsable du club de Notsè.

En tombant sur Enyimba double vainqueur aux débuts des années 2000 et donc grand expérimenté, les responsables de Anges de Notsè savent qu'ils n'auront pas la tâche facile pour leur première participation à la Ligue des Champions.

Le recrutement du belge s'inscrit dans cette logique.

Jean-François Losciuto s'entraîne avec le club depuis vendredi au stade de Kégué avec une équipe qui est en cours de reconstitution à près de 70% par rapport à l'effectif de la saison dernière. " La campagne africaine nous oblige à revoir notre effectif si nous voulons aller loin ". Pour renforcer l'équipe, les dirigeants ont aussi fait appel à certains joueurs qui ont émergé pendant le championnat national de première division, mais



aussi à des joueurs venant de la sous-région.

Surprise à Halthier

Jean-François Losciuto qui a entraîné les jeunes du FC Liège et les réserves de Verviers, réalise du très bon travail à Halthier, selon son anciens patrons. Le club occupe actuellement la deuxième place de la série 2C, en compagnie d'Aye, à un point seulement du leader Melreux et est donc toujours en course pour

coiffer les lauriers.

D'où la surprise chez les dirigeants quand ils ont appris son arrivée à Lomé. " C'est un peu le flou qui règne pour l'instant dans le club, concède Philippe Closjans le correspondant qualifié du club. Les choses se sont précipitées et nous avons été les premiers surpris de son départ si brutal. Certes, nous savons tous au club que Jean-François nourrit des ambitions, qu'il aimerait vivre du football. Il nous

a vraiment mis devant le fait accompli. C'est un peu indélicat."

En attendant, Halthier, qui reprend les entraînements le 14 janvier, active certaines pistes pour faire face à la défection de son entraîneur. " Nous avons tâté le terrain ce week-end du côté de Bernard Jeunejean, l'ancien entraîneur de Gouvy, qui a l'avantage d'habiter à deux cents mètres du stade. Malheureusement, il a décliné l'offre."

Les grands rendez-vous de 2014

2013 est morte, vive 2014 ! A l'occasion du début de la nouvelle année, la rédaction d'Afrik-Foot nous vous proposons de prendre rendez-vous et noter dans vos agendas les principales dates qui vont marquer les douze prochains mois.

9 janvier - Lagos recevra une nouvelle fois le gratin du football africain lors de la cérémonie qui verra Yaya Touré, Didier Drogba ou John Obi Mikel recevoir le trophée de meilleur joueur africain. De nombreuses autres récompenses seront décernées, comme les titres de meilleur joueur local ou encore celui d'entraîneur de l'année.

11 janvier - Début du CHAN 2014 en Afrique du Sud avec 16 équipes qui seront sur la ligne de départ pour cette 3e édition. Leur seul objectif sera de tenter de succéder au palmarès à la RD Congo et la Tunisie, respectivement vainqueurs en 2009 et 2011.

13 janvier - Gala FIFA Ballon d'Or à Zurich pour couronner le meilleur joueur de l'année écoulée. Un choix qui s'annonce des plus indécis entre Lionel Messi, quadruple tenant du titre, Cristiano Ronaldo et Franck Ribéry.

23 février - A Nice, se déroulera le tirage au sort des qualifications de l'Euro 2016, premier grand événement lié à la prochaine édition de la compétition continentale suprême des sélections, qui se déroulera en France.

4 avril - Le football féminin sera à l'honneur. Les plus jeunes ouvriront le bal avec le coup d'envoi le 15 mars prochain de la Coupe du monde Féminine des U-17 de la FIFA, Costa Rica 2014. La finale, à l'issue de laquelle on connaîtra les successeurs des Françaises, championnes du monde en titre, aura lieu 21 jours plus tard à San José.

24 mai - Après huit mois d'une compétition ô combien disputée, Lisbonne sera le magnifique théâtre de la finale de la Ligue des champions de l'UEFA. Tenant du trophée, le Bayern Munich espérera être de la partie pour défendre sa couronne.

12 juin - Ce sera à n'en pas dou-

ter la date la plus attendue de l'année, avec le coup d'envoi de la Coupe du monde de la 2014, qui opposera le Brésil, hôte du tournoi, à la Croatie, à São Paulo.

13 juillet - Tous les projecteurs seront braqués sur le Maracajão pour la finale de la 20e édition de la Coupe du monde. La grande question est de savoir quelles seront les deux sélections qui auront réussi à se hisser à ce stade de la compétition.

13 août - L'Amérique du Sud va retenir son souffle avec la finale retour de la Copa Libertadores, compétition suprême des clubs dans cette partie du monde. Le vainqueur décrochera son billet pour la Coupe du monde des clubs.

24 août - Après le grand frisson de la Coupe du monde au Brésil, le Canada accueillera la finale de la Coupe du monde Féminine des U-20. Au cours des six précédentes

éditions de la compétition, trois pays seulement ont été couronnés : l'Allemagne, les États-Unis et la RDP Corée. La tradition sera-t-elle respectée ou assistera-t-on au contraire à la consécration d'une quatrième nation ?

5 septembre - Les grands championnats auront déjà repris, mais les ambassadeurs du continent africains seront sollicités pour marquera le début des qualifications pour la CAN 2015, qui va se dérouler au Maroc.

20 décembre - L'année se terminera une fois de plus par la Coupe du monde des clubs, qui va se dérouler une nouvelle fois au Maroc. L'occasion de voir tous les champions de chaque continent venir s'affronter pour tenter de succéder au palmarès au Bayern Munich, qui pourrait être candidat à sa propre succession. Les prémices de la CAN 2015...

Eusébio, l'hommage unanime du monde de foot

Véritable légende du Portugal et de Benfica, Eusébio est décédé dimanche 5 janvier 2014 à l'âge de 71 ans. Une triste nouvelle qui émeut le monde du football. La Panthère noire s'est éteinte. Eusébio a succombé à un arrêt cardiaque. L'ancien international laisse derrière lui une carrière de joueurs bien remplie qui aura duré plus de 20 ans. C'est avec Benfica qu'Eusébio aura passé le plus clair de son temps, et remporté la plupart de ses titres. Onze titres de champion du Portugal glanés en 15 saisons, auxquels il convient d'ajouter cinq coupes nationales et une Coupe d'Europe des clubs champions. Sur le plan international, le Ballon d'Or 1965 aura porté le Portugal jusqu'en demi-finale du Mondial 1966, meilleure performance du pays encore aujourd'hui.

Quelques heures après sa disparition, les hommages affluent. A commencer bien entendu par ses illustres compatriotes. Cristiano Ronaldo, autre demi-finaliste portugais en Coupe du monde (2006), a commenté la nouvelle d'un tweet sobre assorti d'une photo des deux hommes : " Toujours éternel Eusébio, repose en paix. " Pour Luis Figo, autre gloire du football portugais, Eusébio est " le roi ! Une grande perte pour nous tous. Le plus grand ! " Même discours, même émotion du côté de José Mourinho. " C'est une des grandes figures du Portugal, un grand seigneur de notre pays. Je pense qu'il est immortel, a lâché le technicien de Chelsea au micro de la RTP. Nous savons tous ce qu'il a pu représenter pour le football, et spécialement pour le football portugais. Je ne dirais pas que je me suis inspiré de lui, mais c'était une référence importante. Il laisse un grand vide, mais je préfère envisager cela dans la perspective de l'immortalité. " Nouvelle très triste, nous voulons nous souvenir de lui et envoyer une pensée à sa famille et ses amis.

Traoré, un colosse ivoirien à l'AS Monaco

Le longiligne attaquant ivoirien s'est officiellement engagé en faveur de l'AS Monaco. Il a signé un contrat de quatre ans et demi avec les Rouge et Blanc.

Lacina Traoré à Monaco, c'est fait. Présent sur le Rocher depuis vendredi, l'attaquant de l'Anzhi Makhachkala a passé la traditionnelle visite médicale, avant de signer son contrat avec le club du président Dmitry Rybolovlev. L'international ivoirien a paraphé un contrat de quatre en et demi, alors que le montant de la transaction n'a pas été communiqué.

Une bouffée d'oxygène pour l'immense Elephant, qui culmine à 2,03 mètres, alors qu'il commençait à être en perte de vitesse du côté du Dagestan, où l'Anzhi est à la peine dans le championnat russe. Après une saison passée ponctuée de 12 buts en 24 matches de championnat et 5 en Ligue Europa, le joueur de 23 ans était plus en difficulté lors de cet exercice.

Il arrive donc en Principauté avec l'intention de se relancer et ainsi faire partie du groupe de Sabri Lamouchi qui disputera la Coupe du monde 2014 au Brésil. Toujours est-il qu'avec les présences de Radamel Falcao, Emmanuel Rivière, Anthony Martial, James Rodriguez ou encore Valère Germain en attaque, Traoré pourrait être prêté dans la foulée afin d'avoir du temps de jeu. " Il sera prêté dans une autre équipe jusqu'à cet été. C'est normal. Il a besoin de temps de jeu pour aller jouer la Coupe du Monde au Brésil " avait déjà fait savoir son agent, Dmitry Selyuk.

moovradio
L'info du monde,
désormais en temps réel !

Composez **9150** sur votre mobile et accédez à toutes vos émissions favorites de la radio RFI sans aucune contrainte. (Coût : 25 F/min)

no limit

rfi
Composez le **9150**

Emissions	Indicatif
RFI Afrique en direct	Taper 1
Dernier journal en Haoussa	Taper 2
Dernier journal Afrique en Français	Taper 3
Dernier Journal Sport Afrique	Taper 4
Dernier Journal Sport Monde	Taper 5
La Chronique de Mamane	Taper 6
La Chronique Afrique Economie	Taper 7
L'invité Afrique matin	Taper 8

groupe **etisalat**

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

www.moov.dz

Mondial 2014/ Blatter critique l'organisation

Le président de la FIFA Sepp Blatter a critiqué le comité d'organisation du Mondial brésilien, qui selon lui, n'a pas pris conscience assez tôt des efforts demandés pour accueillir la Coupe du monde.

Sepp Blatter ne va pas s'attirer des amis au Brésil. Le président de la FIFA est revenu dans les colonnes du quotidien suisse 24 heures sur l'organisation du Mondial 2014. Et ce dernier n'est pas tendre avec les instances brésiliennes. " Le Brésil vient de prendre conscience de ce que c'est (ndrl : d'organiser une

Coupe du monde). Il a commencé beaucoup trop tard. C'est le pays le plus en retard depuis que je suis à la FIFA, et pourtant c'est le seul qui avait autant de temps - sept ans - pour se préparer ", a déclaré le dirigeant suisse. Il faut dire que les chantiers au Brésil ont connu de nombreuses grèves, les syndicats profitant de l'exposition procurée par la Coupe du monde pour demander de nouveaux acquis sociaux.

Pour autant, Blatter ne s'inquiète pas quant au bon déroulement de la compétition, qui se déroulera entre le 12 juin et le 13 juillet prochain.

" Je suis un optimiste, pas un peu- reux. Je n'ai donc pas peur. Mais nous le savons, il y aura de nouveaux des manifestations, des protestations, a expliqué le président de l'instance dirigeante du football mondial. Les dernières, à la Coupe des Confédérations dans ce même pays, étaient nées des réseaux sociaux. Il n'y avait pas de but, de vraie revendication, mais pendant le Mondial il y en aura peut-être de plus concrètes, de plus structurées. Mais le football sera protégé, je crois que les Brésiliens n'attaqueront pas le football directement. Car chez

eux, c'est une religion."

Des propos qui se veulent rassurants mais qui ne se basent sur aucune donnée concrète. Pour rappel, au mois de juin dernier, de milliers de personnes étaient descendues dans les rues des grandes villes du pays pour protester contre la mauvaise qualité des services publics et les dépenses dans la construction des stades. Les manifestants ne devraient pas manquer l'occasion d'avoir les caméras du monde entier braquées sur leur pays pour faire part de leur mécontentement.

Sexualité

L'attrait croissant de la prostitution masculine

La prostitution des garçons, entretenue par des femmes riches, est aujourd'hui chose courante au Togo. Un phénomène amplifié par le chômage des jeunes et l'appât du gain facile.

Etonam Sossou

La mine joyeuse, le pas élégant, T., 26 ans, a une tenue vestimentaire impeccable et roule dans une belle voiture personnelle. Cette opulence, il la paye de son corps. Officiellement sans emploi depuis bientôt deux ans, il consacre l'essentiel de son temps à se prostituer. «Je mène une vie aisée grâce au soutien financier de mes copines, explique le jeune homme. C'est exaltant d'aller avec ces femmes coquettes qui apprécient mes performances sexuelles quoiqu'elles soient toutes plus âgées que moi». Exaltant peut-être, mais mal vu en Afrique où la société trouve normal qu'un vieux de 60 ans épouse une fille de 15 ans alors que l'acte sexuel entre un homme jeune et une femme plus âgée est aussi mal perçu que l'inceste. Malgré cela, ce genre de commerce a pris pied au Togo.

Détresse économique...

D'après le sociologue Richard Komi Tonou, «la prostitution masculine qui se développe de plus en plus dans la société est rendue nécessaire par la pauvreté économique qui entraîne elle-même une pauvreté morale». Pour ce sociologue, «la fragilité psychologique des jeunes les amène à rechercher la solution dans la facilité». «Les femmes âgées économiquement puissantes, poursuit-il, ont les moyens de les attirer à elles». C., lui aussi prostitué, avoue qu'il n'est pas le seul à se livrer à cette activité et que de nombreux jeunes, ici à Lomé, qui se connaissent presque tous, vont avec des femmes âgées. «Sortir avec les femmes plus âgées rapporte gros, confie T. En plus des gratifications matérielles importantes, nous exigeons de fortes sommes d'argent de toutes celles qui nous sollicitent. Il est

arrivé une fois que ma copine me remette deux millions de francs cfa au cours d'un seul mois». «Grâce à leur soutien financier, renchérit C., j'ai ouvert une grande boutique dans mon quartier. Je serais dans la rue si elles n'avaient jamais existé».

Détresse affective

Pour le sociologue Richard Komi Tonou, l'appétit sexuel n'explique pas tout. Certaines de ces femmes comblent avant tout un manque qu'elles ont les moyens de combler. «Généralement, explique-t-il, elles sont frustrées affectivement. Il peut s'agir d'un manque d'affection de la part de leurs époux, qui peuvent être soit volages soit très occupés. Cela arrive souvent lorsqu'un couple bat de l'aile».

Les clientes ne vivent pas toutes au Togo. Certaines viennent d'autres pays d'Afrique et d'Europe. «Les femmes étrangères sont de plus en plus



nombreuses à solliciter les jeunes togolais», témoigne un réceptionniste d'hôtel. «Chaque fois

qu'elles débarquent à l'hôtel, elles demandent si nous avons le contact d'un mec robuste et frais. Nous leur rendons régulièrement service étant donné leur générosité financière à notre égard». Pour se constituer leur clientèle, les garçons vendeurs de charmes glissent leurs numéros de téléphone cellulaire à l'accueil des hôtels et auberges pour être prévenus dès l'arrivée d'une cliente. Divorcées, veuves, célibataires ou mariées, ces femmes ont en général la quarantaine passée. «Ce n'est pas un simple

fantasme que de sortir avec des jeunes garçons. Ils sont sexuellement plus performants que les vieux. Si on peut déboursier de l'argent pour s'offrir un plaisir vrai, je n'y trouve rien de surprenant», reconnaît toute souriante une dame, 44 ans, cadre dans une grande entreprise de travaux publics. R., a la cinquantaine sonnée, est du même avis : «J'avais de la peine avec mon amant sexagénaire. Une amie m'a filé le tuyau et j'ai rencontré un jeune de 25 ans. Il est plein d'énergie. C'est pourquoi je suis prête à tout offrir pour le garder».

D'ici 2030

Le tabac tuera 8 millions de personnes chaque année

Parmi les cinq principaux facteurs de risque de mortalité, le tabac est la cause de décès le plus facilement évitable, selon l'Organisation Mondiale de la Santé. Onze pour cent des décès dus aux cardiopathies ischémiques, la première cause de mortalité au niveau mondial, sont attribuables à la consommation de tabac, de même que plus de 70% des décès par cancer du poumon, de la trachée et des bronches. Si les tendances actuelles se poursuivent, le tabagisme tuera plus de 8 millions de personnes par an d'ici 2030. Sur plus d'un milliard de fumeurs dans le monde, plus de la moitié mourront prématurément d'une maladie liée au tabac.

Les coûts économiques du tabagisme sont tout aussi dévastateurs et ne se limitent pas aux dépenses de santé publique pour traiter les maladies provoquées par le tabac. Les victimes meurent pendant la



période la plus productive de leur vie, privant les familles de leur soutien et les nations d'une main d'œuvre en bonne santé. Quand ils sont encore en vie, les fumeurs sont aussi moins productifs en raison de l'augmentation de la morbidité.

Il y a un lien indissociable entre le tabac et la pauvreté. De nombreuses études ont montré que, dans certains pays à faible revenu, les ménages les plus pauvres consacraient jusqu'à 10 % de leurs dépenses au tabac. Cela signifie

que ces familles ont moins d'argent pour satisfaire des besoins essentiels comme l'alimentation, l'éducation ou les soins. En plus des effets directs sur la santé, le tabac conduit à la malnutrition, à une augmentation des dépenses de santé et à des décès prématurés. Il contribue également à augmenter l'illettrisme, en détournant de l'argent qui aurait pu être dépensé pour l'éducation. Dans les deux domaines, les chercheurs ont largement ignoré le rôle du tabac dans l'aggravation de la pauvreté.

L'expérience montre qu'il y a de nombreuses mesures efficaces de lutte antitabac que l'on peut appliquer dans diverses situations et qui ont un effet significatif sur la consommation de tabac. La stratégie la plus efficace au moindre coût consiste à prendre des mesures politiques applicables à l'ensemble de la population : interdiction des publicités directes ou indirectes pour le tabac, taxation du tabac, augmentation du prix, interdiction de fumer dans tous les lieux publics et au travail, messages ressortant clairement et en gros sur les conditionnements. Toutes ces mesures sont traitées dans les dispositions de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D. Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLAG.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°262 DE LOTO KADOO DU 27 DECEMBRE 2013

Le tirage de LOTO KADOO du vendredi 03 Janvier 2014, le premier tirage de Loto Kadoo de l'année 2014 que nous prenons part porte le N° 263.

Vendredi dernier, la LONATO a encore fait le bonheur de nombreux parieurs, avec des gros lots remportés à DAPAONG, ANIE, KPALIME et LOME.

Les opérateurs, 1124, 1112 et 2455 situé à DAPAONG et à ANIE se sont démarqués par un lot de 500.000F CFA, un lot de 750.000F CFA et un gros lot de 1.000.000F CFA.

La ville de KPALIME n'est pas en reste avec un lot de 500.000F CFA et un lot de 750.000F CFA et deux lots deux gros lots de 1.000.000F CFA remportés sur les points de vente 4023, 4067, 7204 et 7207.

Dans la capitale, nous avons enregistré deux lots de 750.000F CFA un gros lot de 1.250.000F CFA et un super gros lot de 3.000.000F CFA, gagnés sur les points de vente 6949, 8126, 3067 et 3342.

La remise des lots à LOME se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

La LONATO vous souhaite une bonne et heureuse année 2014 !

AVEC LOTO KADOO, TOUS LES VENDREDIS, UNE FAÇON DE DEVENIR TRÈS RICHE BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°263 de Loto Kadoo du Vendredi 03 Janvier 2014

Numéro de base

52

74

34

32

84

Numéros bonus

89

37

LOTTO DIAMANT

Résultats du tirage N° 673 de Lotto Diamant du lundi 06 Janvier 2014

Numéro de base

**

**

**

**

**